

FAUTEURS DE GUERRE

Il a déjà été de deux aventures françafricaines : en 1978, il a sauté sur Kolwezi avec les paras français ; en 1990, avec les mêmes, il est allé combattre le FPR au Rwanda...

Mais la fusée Mobutu-Mahele, allumée à la fièvre nationaliste, sur une promesse de revanche guerrière, risque de s'avérer beaucoup plus incontrôlable qu'un attelage politique civil.

Une bonne partie de la Franzàire adhère sans recul au discours de la reconquête, dont elle espère un jackpot politico-minier. S'il est mis en actes, avec le concours des rescapés du Hutu power, des rebelles ougandais, de l'armée soudanaise, d'une nuée de mercenaires et d'un bataillon de conseillers français, il conduira à menacer dans leur existence même les régimes ougandais et rwandais. Ceux-ci entreront en guerre ouverte, non sans soutiens. Comme au Rwanda de 1990 à 1994 (avec les effets que l'on sait), la France jouera à la guéguerre avec les Etats-Unis au prix du sang des peuples de la région. Et au service de ceux qui, à l'enseigne du léopard, n'ont cessé de piller le richissime Zaïre.

Peut-être subsiste-t-il, en France, quelques décideurs assez raisonnables pour refuser un tel scénario. Peut-être aussi Mahele montrera-t-il le bon sens d'un Lebed face à la rébellion tchéchène, se contentant de moulinets belliqueux pour mieux préparer la négociation politique (et minière : le partage de l'or et des diamants). Mais les risques sont extrêmes qu'un engrenage martial ne broie de telles prudences.

La principale inconnue demeure la réaction des Zaïrois eux-mêmes. Entre ceux qui se sont révoltés contre le régime Mobutu et ceux qui n'ont cessé de s'y opposer, par la politique ou la non-violence civile, n'y a-t-il pas assez de talents et d'énergies coalisables pour faire échec à la fatalité du pire ?

La Françafrrique des nineties n'en finit pas de mourir. Comme la plouto-anarchie mobutuesque, dont elle tente un ultime dopage dans le fol espoir d'en capter l'héritage.

A Kinshasa, les néogaullistes ont plongé Mobutu dans un « bain de foule » style Pétain (comme en filmaient les actualités vichysoises de 1944) pour, paradoxalement, installer un faux De Gaulle zaïrois, le général Mahele. N'importe quoi...

Il faut savoir que la filiale françafricaine locale - disons la « Franzàire » - est à peu près aussi décomposée que le système Mobutu. Les réseaux Foccart, Giscard, Pasqua et Mitterrand tentent de s'accrocher à leurs relais locaux : militaires, financiers, proche-orientaux et noctambules. Interfèrent des intérêts diamantaires et miniers, alliés ou concurrents d'innombrables appétits étrangers. Ainsi que le sérail de Mobutu (dont ses fils, et les ambassadeurs successifs à Paris, Mokolo et Ramazani Baya), abattant les dernières cartes d'un jeu qui fut très riche.

La coterie militaire franzaïroise est la plus inquiétante. Trafics d'armes et recrutement de mercenaires n'ont plus de secrets pour elle. S'allier aux génocideurs rwandais ou aux massacreurs soudanais ne lui fait pas problème. Des deux côtés, zaïrois et français, on aime jouer « perso », à en juger par les trajectoires des Lacaze, Barril, Denard ; Baramoto, Nzimbi, Eluki, Mahele.

C'est ce dernier, fort d'une réputation de vaillance dans un contexte de débâcle, qui a emporté la mise. Il exigeait les pleins pouvoirs sur l'armée et les milices : il les a obtenus. Le voilà plus fort que Lebed face à Eltsine (légitimé, lui, par le suffrage universel), dans un pays où, durant plus de trente ans, Mobutu a martelé le précepte : « le pouvoir est au bout du fusil ».

Comme le Rwandais Bagosora, le Tchadien Déby ou le Nigérien Baré Maïnassara, le général Mahele a été formé en France, où l'on croit pouvoir l'influencer. Il a déjà été de deux aventures françafricaines : en 1978, il a sauté sur Kolwezi avec les paras français ; en 1990, avec les mêmes, il est allé combattre le FPR au Rwanda...

Mais la fusée Mobutu-Mahele, allumée à la fièvre nationaliste, sur une promesse de revanche guerrière, risque de s'avérer beaucoup plus incontrôlable qu'un attelage politique civil.

Une bonne partie de la Franzàire adhère sans recul au discours de la reconquête, dont elle espère un jackpot politico-minier. S'il est mis en actes, avec le concours des rescapés du Hutu power, des rebelles ougandais, de l'armée soudanaise, d'une nuée de mercenaires et d'un bataillon de conseillers français, il conduira à menacer dans leur existence même les régimes ougandais et rwandais. Ceux-ci entreront en guerre ouverte, non sans soutiens. Comme au Rwanda de 1990 à 1994 (avec les effets que l'on sait), la France jouera à la guéguerre avec les Etats-Unis au prix du sang des peuples de la région. Et au service de ceux qui, à l'enseigne du léopard, n'ont cessé de piller le richissime Zaïre.

Peut-être subsiste-t-il, en France, quelques décideurs assez raisonnables pour refuser un tel scénario. Peut-être aussi Mahele montrera-t-il le bon sens d'un Lebed face à la rébellion tchéchène, se contentant de moulinets belliqueux pour mieux préparer la négociation politique (et minière : le partage de l'or et des diamants). Mais les risques sont extrêmes qu'un engrenage martial ne broie de telles prudences.

La principale inconnue demeure la réaction des Zaïrois eux-mêmes. Entre ceux qui se sont révoltés contre le régime Mobutu et ceux qui n'ont cessé de s'y opposer, par la politique ou la non-violence civile, n'y a-t-il pas assez de talents et d'énergies coalisables pour faire échec à la fatalité du pire ?

La francophonie s'en va-t-en-guerre

Nous annonçons en juin (*Billets* n° 35), par la voix d'un parlementaire zaïrois, Vangu Manbweni, reçu à Paris avec Mobutu, la mobilisation générale de la Franzaïre : « *le Parlement [zaïrois] est prêt à donner son accord pour une déclaration de guerre au Rwanda* », qui cherche « *à asseoir l'hégémonie anglo-américaine dans la région des Grands Lacs au détriment de la francophonie* ».

Six mois plus tard, la France constatait qu'elle ne pouvait, seule, déclencher une opération militaire destinée à sauver le régime Mobutu. Mais le Quai d'Orsay ajoutait, sibyllin : « *Si l'époque des interventions unilatérales est révolue, cela n'interdit pas d'utiliser des moyens nationaux* » (*Libération*, 27/11/1996).

Avec le feu vert de l'Elysée, des militaires français membres des troupes spéciales seraient à pied d'œuvre à Kisangani, d'où une dizaine d'avions auraient emmené des renforts vers Bunia. Cette ville de l'Est du Zaïre, assiégée par les rebelles, n'a pas qu'une importance militaire : c'est le centre d'une immense concession aurifère, capable de produire 6 tonnes d'or par an, au profit, entre autres, des proches de Mobutu. Il s'agit d'en priver les finances adverses (*Le Soir*, 21/12/1996).

Mercenaires (suite)

Les indications se multiplient sur l'embauche de mercenaires en vue d'une contre-offensive zaïroise au Kivu.

On évoque d'abord la société « de sécurité » sud-africaine *Executive Outcomes* (EXO), à base de vétérans des « guerres sales » de l'ancien régime de Pretoria (lutte pro-apartheid, guerre coloniale en Namibie, guerres civiles en Angola et au Mozambique), issus notamment du Bataillon 32 « *Buffalo* ». EXO est très abordable car elle se paye en nature - en concessions sur l'extraction des pierres et métaux précieux.

Le Bataillon 32 a recruté beaucoup d'Angolais du FNLA de Jonas Savimbi. Selon des sources humanitaires, certains auraient récemment entraîné, au Kivu, la rébellion burundaise FDD de Léonard Nyangoma. Des survivants du massacre de Tèza, au Burundi, ont entendu des conseillers des assaillants s'exprimer en portugais (*Southscan*, 08/11/1996).

Depuis quelques mois, intéressée par les marchés du « pré carré », EXO a recruté des francophones (*Le Figaro*, 01/12/1996). Les négociations entre Mobutu et EXO sont attestées de source américaine.

Un proche de Mobutu confirme : le Zaïre recruterait des mercenaires ; il aurait acquis 15 hélicoptères et plusieurs avions de combat, accompagnés de 154 experts militaires étrangers (*Reuter*, 18/12/1996).

Réfugiés

A part les irréductibles, ceux qu'ils ont emmenés vers Kisangani, et ceux qui se sont égarés dans la forêt des Virunga au nord de Goma¹, la plupart des Rwandais réfugiés en 1994 au Zaïre sont rentrés au pays. Idem pour ceux de Tanzanie. Au Rwanda même, l'urgence devient - outre la justice, ouvrant la voie à la réconciliation - la reconstruction politique et économique. Tâche immense.

Il faut, par exemple, bâtir 300 000 maisons ; on compte plus de 300 000 enfants non accompagnés. Pourvu qu'une partie au moins des milliards mobilisés pour les camps de réfugiés, ou en vue d'une opération militaro-humanitaire, puissent servir à sortir de l'urgence...

Les réfugiés burundais sont pris dans le même mouvement. Mais l'équilibre de la terreur entre factions extrémistes, que ni la classe politique locale, ni les parrains régionaux ne semblent en mesure de civiliser, risque de s'avérer de plus en plus meurtrier. On aurait bien besoin, à nouveau, des talents d'un Ould Abdallah - ce diplomate mauritanien obstiné que l'ONU délégua un temps à Bujumbura².

1. Dont Florence Aubenat décrit l'errance et l'effroyable détresse dans *Libération* du 07/12/1996, « *Ce n'est rien, je ne suis plus vivant* ».

2. Il vient de publier *La diplomatie pyromane*, chez Calmann-Lévy.

Dette (suite)

L'enquête sur le « contenu » réel de la dette rwandaise (cf. *Billets* n° 40) continue. Non seulement il est établi que l'essentiel des crédits internationaux accordés au Rwanda de 1992 à mars 1994 a servi à armer et équiper l'appareil du génocide (avec l'achat, entre autres, de 3 000 tonnes d'armes blanches), mais un autre point est désormais établi : pendant le génocide, et plusieurs mois après, des banques françaises et européennes ont honoré sans ciller les ordres de paiement de la Banque nationale du Rwanda, instrument financier du *Hutu power* - y compris après son transfert à Goma.

Petit Sommet

Ouagadougou, 6-7 décembre. Ce Sommet grandiloquent d'une Françafrique à côté de ses pompes, aura coûté beaucoup de pompe pour pas grand chose.

A peine retiendra-t-on deux événements contrastés : une reprise de langue diplomatique entre la France et le Rwanda (tête-à-tête entre le ministre de Charette et le Premier ministre rwandais

Rwigema). Et la première rencontre entre un chef d'Etat occidental (Jacques Chirac) et le général-président nigérian Sani Abacha depuis l'exécution, en 1995, du leader ogoni Ken Saro-Wiwa et de ses compagnons.

L'enjeu camerounais

1997 est en principe, pour le Cameroun, une année électorale majeure : législatives en mars, présidentielles en octobre. On ne saurait trop le répéter, la sincérité de ces scrutins est un enjeu décisif : pour le Cameroun, mais aussi pour la démocratie en « Afrique latine »¹.

La société civile (les journalistes en particulier) se mobilise pour assurer la surveillance du processus électoral. Elle est soutenue dans ces préparatifs par des ONG étrangères - telle la Fondation allemande Friedrich Ebert (*Afrique Express*, 02/12/1996). Il serait hautement souhaitable qu'en France, la part de la société civile qui croit en la démocratie ne déserte pas cet enjeu.

D'autant que le président sortant Paul Biya ne manquera pas de recruter des appuis chez d'autres composantes moins reluisantes de la société française. Dans un but très lucratif : perpétuer son régime. Cela suppose de fausser les scrutins, en interdisant les candidatures les plus menaçantes, en poussant l'opposition au boycott, en organisant des fraudes massives. La Françafrique est parfaitement rodée à ces divers exercices.

1. Cf. le *Dossier noir n° 7 : France-Cameroun, Croisement dangereux*, 95 p., L'Harmattan, 1996. Disponible à Survie, 45F. La version anglaise de ce *Dossier*, très diffusé au Cameroun, est en préparation.

Boycottés mais élus

Ainsi, au Niger, l'opposition a été acculée au boycott du scrutin législatif du 23 novembre : le président-général Baré Maïnassara imposait des conditions électorales iniques. Du coup, ses partisans ont raflé 69 sièges sur 83. L'abstention s'élève à 73 %. Mais ni la France, ni le FMI, ni la Banque mondiale ne s'abstiennent d'accorder leurs crédits à ce régime discrédité. Ni l'Union européenne, « activée » par la France.

Même scénario aux législatives comoriennes du 1^{er} décembre : boycott, 80 % d'abstention. Mais il s'agit cette fois de la dérive totalitaire d'un président élu, Mohamed Taki, sensible aux sirènes intégristes et aux appétits mafieux (françafricains et sud-africains) qui, ensemble ou concurremment, courtisent cet archipel épicé.

Indépendance !

Le régime burkinabé n'est pas le plus bloqué d'Afrique, mais l'on ne peut attendre du président Compaoré - ami de Charles Pasqua, soutien de Charles Taylor au Libéria, complice du hold-up électoral au Niger - qu'il auto-limite sa majorité à l'Assemblée. Pour le scrutin législatif d'avril 1997, l'opposition, menée par l'historien Joseph Ki-Zerbo, réclamait l'instauration d'une Commission électorale indépendante. Le pouvoir a évidemment refusé (*Afrique Express*, 09/12/1996).

Députés togolais saisis par la débauche

En 1994, malgré le rouleau compresseur du régime Eyadema, l'opposition togolaise avait obtenu 43 sièges de députés sur 81. D'annulations partielles en manœuvres de débauchage individuel, le régime se retrouve fin 1996 avec une majorité simple de 44 députés.

On prête maintenant à Eyadema l'intention d'atteindre le chiffre de 54, majorité autorisant une révision constitutionnelle. Il pourrait ainsi faire sauter la limitation à 2 du nombre de mandats présidentiels... *Eyadema for ever*, voilà qui consolerait le village françafricain.

Vergès, de l'ultra-gauche au RPR

Jadis ténor de l'anti-colonialisme, M^e Jacques Vergès s'est mué en conseiller très choyé de potentats néo-coloniaux, Eyadema en tête. Ultra-gauchiste avocat de Klaus Barbie (les crimes coloniaux relativiseraient la Shoah)¹, le voilà aux côtés de la trésorière occulte du RPR, Louise-Yvonne Casetta.

Recrutée par Michel Roussin (alors directeur de cabinet du maire de Paris Jacques Chirac), LYC était la tour de contrôle d'une noria de valises à billets. Les milliards en question étaient extorqués aux contribuables de Paris et sa région, mais empruntaient volontiers les filières (ivoirienne entre autres) de la ponction néocoloniale (cf. *Billets* n° 16).

M^e Vergès s'en tire par de brillants paradoxes. Pirouettes, ou girouette ?

1. Sur les rapports entre ultra-gauche et négationnisme, Michel Sitbon a écrit un texte limpide : *Les camps sont un enfer et les supermarchés ne sont pas un paradis*, in *La Lettre de Maintenant* du 20/09/1996.

« Sans papiers », sans humanité

Lorsqu'il y a trop de « sans papiers » dans le département de Charles Pasqua (les Hauts-de-Seine), on les enferme dans un centre de rétention sauvage, la Brigade canine de Gennevilliers : une « *porcherie* », dixit le Syndicat général de la police (*Le Journal du Dimanche*, 01/12/1996).

Algérien marié à une Française, père de trois enfants français, Mustapha Diffalah était interdit de territoire français. Contraire à la Convention internationale des droits de l'enfant, l'interdiction a été confirmée par le tribunal de Créteil. Mustapha s'est jeté par la fenêtre.

43 étrangers sans papiers sont allés à l'UNESCO, solliciter son intercession. Ils sont ressortis sans heurt. 100 policiers les ont rattrapés dans le métro, puis tabassés ou durement matraqués.

Ministre de la police, Jean-Louis Debré tenait à l'affranchir encore un peu plus du contrôle de la justice dans sa chasse aux « sans papiers ». Bref, à bétonner les lois Pasqua. La discussion de son projet de loi a vu la majorité des députés présents (beaucoup s'étant défilés) afficher leur xénophobie ou flatter l'électorat lepéniste : la représentation nationale a renvoyé une bien laide image de la nation. « *Un vent curieux souffle sur notre pays, et c'est très inquiétant* », avoue le président RPR de la Commission des lois, isolé dans une position plus mesurée (*Libération*, 10, 14, 20 et 21/12/1996).

Real-socialisme

A part Julien Dray, les députés socialistes ont surtout brillé par leur absence ou leur discrétion dans le débat sur la loi Debré. Leurs leaders savent se montrer plus diligents auprès d'Africains moins démunis. Fin octobre, lors de la visite à Paris du chef pompiste du carburant français, l'émir gabonais Bongo, les rois mages Lionel Jospin, Laurent Fabius et Michel Rocard ont couru à l'hôtel Crillon lui présenter leurs hommages (*La Lettre du Continent*, 07/11/1996).

PS : En tout bien, tout honneur.

Justice

Accrochez-vous ! Sophie Deniau, inculpée entre autres d'abus de biens sociaux dans la débâcle de la station de ski Isola 2000, est la belle-fille de Jacques Toubon, ministre de la justice et maire de Paris XIII^e, la bru de l'ancien ministre Jean-François Deniau, l'ancienne attachée de presse de Charles Pasqua et d'un bureau d'études : Coteba.

Isola 2000 a creusé un passif de 550 millions de F en trois ans, dont près de la moitié auprès d'une filiale du Crédit Lyonnais (sur recommandation de l'ancien ministre Bernard Tapie).

Dominique Bouillon, associé de Sophie Deniau dans Isola 2000, est à la fois le patron d'une société de promotion immobilière (la Foncière des Champs Elysées), l'ami des Toubon, de Tapie, de Jean-Charles Marchiani (émisnaire très spécial de Pasqua et Chirac), et le PDG de plusieurs compagnies d'aviation.

La Foncière a réalisé à Paris XIII^e une superbe opération immobilière, le *Gaumont Grand Ecran*. Heureux bâtisseur : une entreprise dirigée par le beau-frère de Jacques Toubon. Bureau d'études : Coteba... Quant aux avions de Bouillon, ils ont souvent servi aux « missions » de Marchiani (en Libye par exemple, soumise à embargo).

Isola 2000 appartenait à un financier libanais lié à Marchiani, via une holding luxembourgeoise, filiale d'une société... libérienne. Bien que la station croulât sous les dettes, son prix a triplé peu avant l'achat : 45 millions de F du Crédit Lyonnais ont ainsi sombré dans le triangle Luxembourg-Monrovia-Beyrouth.

Le ministre de la Justice suit de très près le dossier de sa belle-fille. Il a fait bloquer in extremis un plan de reprise d'Isola 2000, agréé pourtant par le tribunal de commerce de Nice (*Le Canard enchaîné* et *Libération* du 18/12/1996). Ainsi vont la France, la Libye, le Liban, le Libéria...

Bons points

- Non seulement Nelson Mandela a su faire adopter une nouvelle Constitution qui passe pour l'une des meilleures du monde, mais le processus de réconciliation en Afrique du Sud dépasse les résultats espérés. Et le plus célèbre des leaders africains vivants organise son retrait de la vie politique. Qui dit mieux ?

- Le nouveau Secrétaire général de l'ONU est un Africain, le Ghanéen Kofi Annan. Il sera sûrement moins disposé que son prédécesseur à relayer les suggestions de la Françafrique : Paris a jusqu'au bout tenté d'empêcher l'élection de cet anglophone...

- Le président ivoirien Henri Konan Bédié a été le principal artisan de l'accord de paix, signé le 30 novembre à Abidjan, qui met un terme à cinq années de guerre civile sanglante en Sierra Leone... anglophone.

- Au Rwanda, les procès des inculpés du génocide devaient débiter le 30 décembre 1996. L'Union européenne souhaite aider cette entreprise considérable en formant et rétribuant 600 magistrats (*Le Soir*, 21/12/1996). A noter aussi le passage en jugement de l'officier qui commandait le bataillon rwandais impliqué dans le massacre de Kibeho (*PANA*, 12/12/1996).

- Arrestation en Corse de deux dirigeants du FLNC-Canal historique : face à la criminalité politico-mafieuse, un point marqué par la « ligne Juppé » contre celle, « compréhensive », de Pasqua, Debré et du mentor élyséen Ulrich ?

Fausse notes

- Pour l'anniversaire de Jacques Chirac, ses collaborateurs élyséens (dont le Secrétaire général Dominique de Villepin, de plus en plus « Africain »), lui ont offert un bélier en terre cuite d'origine malienne, issu très probablement du site de Tenenkou, pillé il y a six ans (*Le Canard enchaîné*, 11/12/1996 ; *Libération*, 14/12/1996).

Tout un symbole : l'Afrique que Chirac « aime », c'est une Afrique pillée, par des « amis » point trop scrupuleux.

- A Djibouti, la Légion s'entraîne au maintien de l'ordre - la charge anti-émeutes, par exemple. Curieux exercice pour une troupe française en pays étranger ! Le képi légionnaire va-t-il se muer en képi policier ? (*Képi blanc*, 11/1996).

(Achevé le 22/12/1996).

* Le quatrième débat sur la Coopération, organisé à Beaubourg par l'Observatoire indépendant de la Coopération française : **Jeudi 16/01/1997 à 19h. Tél. 01 44 78 44 52**
La coopération militaire sous le feu des critiques.

**GRANDS LACS : ZAIRE, RWANDA,
BURUNDI**

ILS ONT DIT

« Les ennemis de notre peuple choisissent le moment où je suis terrassé par la maladie pour me poignarder dans le dos, car ils savent ce que l'intégrité du territoire, l'unité nationale et la dignité du Grand Zaïre représentent à mes yeux ». (**Maréchal MOBUTU**, discours prononcé à son retour à Kinshasa, le 17/12/1996).

[Personne n'oublie ce que Mobutu a fait pour la « dignité » du Zaïre. A signaler, fait exceptionnel, que Mobutu a prononcé son discours en français et non en lingala - ce qui veut dire que c'était à usage externe].

« La France continue de s'immiscer dans les affaires zaïroises et africaines. Les Français adorent faire souffrir les pays africains et les rendre misérables. Nous les attendons de pied ferme. S'ils viennent en soldats, nous les combattons en soldats. Mais pas question de les laisser se promener à leur guise dans notre pays ». (**André Kisase NGANDU**, chef militaire des « rebelles » de l'Est zaïrois, cité par *La Libre Belgique* du 09/12/1996).

[On comprend qu'André Ngandu assimile la France et les Français à ceux qui sont censés commander l'armée française. A trop abandonner les affaires africaines aux Français, les citoyens français risquent de voir cette image de "sadiques" leur coller à la peau].

RÉFLEXION SUR LE RÉAJUSTEMENT DES RAPPORTS DE COOPÉRATION OCCIDENT-AFRIQUE (ZAIRE), Laurent KABILA, président de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre :

« 1. - L'Afrique est un continent titubant.

2. - Malgré ses potentialités considérables dans tous les domaines, son histoire, depuis des siècles, s'écrit en lettres de misère, famines, exode, massacres. [...]

4. - Avoir un projet politique fondé sur les Droits de l'Homme et une vision claire d'une authentique solidarité entre les peuples.

5. - Se rappeler que le Zaïre est plus qu'un Etat : c'est un continent. Il n'a jamais été gouverné, il a toujours été pillé.

6. - Le pouvoir centralisé actuel ne peut reposer que sur la force et sur la violence. Il faut reposer les formes de ce pouvoir dans une vision décentralisée : des provinces fédérées [...]

9. - L'Occident doit nous aider dans ce changement en cessant d'abord d'être complaisant avec un pouvoir de voleurs et de criminels. Un changement non violent, qui fera l'économie d'une phase de violence dans notre histoire est possible. Ceci implique l'accompagnement et le soutien des forces démocratiques et morales de l'Occident.

10. - L'Occident est aussi responsable de notre histoire. Il est invité à écrire cette histoire avec nous, hors de cette violence proposée par le pouvoir actuel.

11. - Nous devons élargir cette proposition à toute la région et à toute l'Afrique [...] ».

[Leader politique des "rebelles" du Kivu, Laurent Kabila se bat depuis 37 ans pour l'indépendance et la libération de son pays : aux côtés de Lumumba, puis contre Mobutu. Cela donne quelque poids à ses propos. Mais il n'est jamais, pour *Le Monde*, qu'un « chef rebelle sorti du néant de l'histoire », ou le « vieux cheval de retour d'une révolution anti-mobutiste longtemps improbable » (27/11/1996 et 05/12/1996)].

« Il faut bouter les occupants dehors. Laurent Kabila n'est qu'un mercenaire à la solde des Tutsis du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda. Il ne représente pas une rébellion de masse zaïroise ». (**Floribert CHEBEYA**, président de l'ONG zaïroise *La Voix des sans-voix*, cité par *Le Soir* du 26/11/1996).

[Qu'un représentant aussi estimable de la société civile zaïroise se laisse emporter à ce point par la fièvre nationaliste montre les ressources passionnelles que peuvent mobiliser les restaurateurs du mobutisme].

« Comme en Europe dans les années 40, ce sont les fusils et l'idéologie génocidaire qui sont les principaux instruments de mort dans l'Afrique centrale d'aujourd'hui, non la faim et la maladie ». (**Alex DE WAAL**, codirecteur d'*African Rights*, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Cf. *Courrier International* du 21/11/1996).

« Il n'est pas question de répéter les erreurs de 1994, de nous laisser déborder par l'agenda humanitaire, par les impératifs de l'urgence. Ce qui compte, c'est de mettre en œuvre nos plans de développement ». (**Jean BIRARA**, ministre rwandais du Plan, cité par *Le Soir* du 25/11/1996).

« De la surestimation à l'indifférence, il n'y a qu'un pas. La salutaire indignation de l'opinion publique est retombée avant même d'avoir eu le temps de s'exprimer pleinement, laissant le champ libre aux désaccords et aux rivalités des décideurs politiques ». (**Jean-Baptiste RICHARDIER**, codirecteur de *Handicap International*, dans le bulletin de cette ONG, 12/1996).

[*C'est bien le problème. Comment faire en sorte que l'indignation de l'opinion publique, modulée par la cyclothymie médiatique, suscite des décisions politiques responsables dans la durée ?*].

« Qu'y a-t-il de pire que la guerre ? Une intervention humanitaire de la France ! ». (Une « plaisanterie » qui court à Kinshasa, citée par *Die Wochenzeitung*. Cf. *Courrier International* du 21/11/1996).

« Les événements du Zaïre [...] masquent un grave revers de notre politique africaine et risquent d'être retenus par l'Histoire comme le début de sa fin. [...]

Des Africains, à Kigali, ont fait la preuve qu'ils étaient capables de régler leurs affaires eux-mêmes. Et c'est la France qui a étalé au grand jour son impuissance sur le continent [...]; quant à nos alliés, ils se sont révélés pour ce qu'ils sont : faibles, dépendants, souvent corrompus.

La fragilité des piliers traditionnels de notre politique africaine, Togo, Cameroun, Zaïre, Gabon, Centrafrique, est maintenant manifeste. [...] A tout moment, un Dien Bien Phu africain peut survenir et emporter nos modestes forces. [...]

Les Etats-Unis [...] voient tomber dans leur escarcelle tous ceux que nous y avons poussés, à commencer par les Rwandais, dont le crime principal était, à nos yeux, d'être anglophones. [...] En nous compromettant avec nos encombrants protégés, nous ternissons notre image dans l'Afrique de demain. Il faut cesser de faire obstacle aux transitions politiques dans les pays francophones.

[...] Rapatrions nos conseillers politiques et nos coopérants à vie ; laissons mourir les vieux réseaux occultes et supprimons le ministère de la Coopération, pour nous doter d'un grand ministère du Développement. Ne faisons pas obstacle à un nouveau congrès de Berlin, tenu par les Africains eux-mêmes, pour avaliser le découpage de leurs Etats et en finir avec le legs colonial ». (**Jean-Christophe RUFIN**, directeur de recherches à l'Institut de relations internationales et stratégiques, ancien conseiller du ministre de la Défense François Léotard, in *Le Figaro* du 06/12/1996).

« Les Etats-Unis n'ont pas intégré l'Afrique dans leur diplomatie. [...] Au Zaïre, nous ne couperons pas à une crise majeure. Et à moins que la France et les Etats-Unis ne se décident à agir ensemble, les chances de voir la communauté internationale résoudre le problème sont minimes ». (**David GORDON**, directeur à l'*Overseas Development Council*, institut de recherche américain, cité par *Le Nouvel Observateur* du 12/12/1996).

[*Cela fait 36 ans que la « communauté internationale », en particulier la troïka Belgique-France-Etats-Unis, se penche avec gourmandise sur le Zaïre, pour « résoudre son problème ». Et si c'était d'abord le problème des Zaïrois ? Et si c'était une chance pour l'Afrique que les Etats-Unis ne l'aient pas encore « intégrée dans leur diplomatie » ?*].

A FLEUR DE PRESSE

Le Monde, *France-Afrique, l'interminable divorce*, 06/12/1996 (Thomas SOTINEL) : « Sur ce problème [des Grands Lacs], les équipes africaines de Jacques Chirac peuvent se prévaloir d'une relative virginité ».

[*Si l'on d'adopte le point de vue de la relativité généralisée, on peut admettre que les Foccart, Wibaux et consorts partagent, sur ce problème, la « virginité » de Mobutu...*].

L'Evénement du Jeudi, *De Menton à Ouagadougou*, 05/12/1996 (Albert du ROY) : « Quand l'ambassadeur du Zaïre tue deux enfants, à Menton, sur un passage pour piétons, [...] l'immunité n'est plus acceptée. [...] Le dictateur de Kinshasa [...] a conduit le Zaïre à la détresse et aux déchirements, mais [...] se pavane de luxe et fait fructifier ses comptes secrets en Suisse. Cet homme aussi a du sang sur les mains. Il a le pouvoir de lever l'immunité d'un ambassadeur. Qui lèvera la sienne ? [...] Compromise au-delà du raisonnable avec Mobutu, l'influence française risque de s'effondrer avec lui ».

[*Tout est lié. L'immunité très hospitalière accordée par Jacques Chirac à Mobutu, responsable de nombreux crimes de sang, recouvre des décennies de complicité avec l'auteur d'innombrables crimes économiques, qui laissent le Zaïre exsangue. Qui lèvera ces impunités-là ? Avec son prédécesseur Mokolo (resté à Paris), l'ambassadeur Ramazani Baya relayait en France cette complicité trafiquante. Ce qui lui vaut les éloges de Jacques Godfrain (Le Journal du Dimanche, 8/12/1996) : « J'étais en rapport avec l'ambassadeur du Zaïre sur le sujet du développement et j'appréciais sa compétence »... écrasante*].

La Croix, *A Kinshasa, le soldat rançonne, l'insécurité règne*, 02/12/1996 (François d'ALANÇON) : « "Kin la belle", "Kin la poubelle" compte cinq millions d'âmes et presque autant de survivants. [...] A Kinshasa, estime-t-on, plus de 1 000 personnes, chaque jour, meurent victimes de malnutrition ou d'une maladie contagieuse. L'espérance de vie oscille entre 40 et 45 ans. Alors, pour survivre, au bord des avenues, ce sont des femmes qui cultivent des lopins de terre ou se prostituent. [...]

La débâcle du Kivu et la maladie de Mobutu [...] ne font qu'attiser la convoitise des cercles dirigeants, soucieux de protéger les circuits du pouvoir, le trafic de devises et de diamants. Téléphone portable à la main, la nomenclatura continue à piller le pays comme un inépuisable filon ».

Le Monde, *M. Mobutu est accueilli en "sauveur" à Kinshasa après quatre mois d'absence*, 18/12/1996 (Frédéric FRITSCHER) : « *"Bienvenue papa maréchal notre sauveur !" : quelques calicots sont apparus dans les rues de Kinshasa [...]. Les Kinois [...] vivent comme une humiliation la perte partielle des deux provinces du Kivu conquises par de prétendus "rebelles" [...]. Cet élan de ferveur populaire peut surprendre [...]. Le vieil homme est malade [...]. La fibre africaine, toute de compassion et de solidarité, a vibré spontanément une fois de plus. Le président Mobutu [...] est un vieux chef africain. L'un des derniers du continent. Il en a les attributs, ceux qui confèrent une belle autorité. La panoplie est complète, de la toque de léopard à la canne sculptée contenant divers gris-gris. [...]*

Son état de santé n'est pas brillant. C'est d'ailleurs un sujet d'inquiétude pour ses partisans et ses partenaires occidentaux, qui veulent le voir faire campagne et gagner les élections de l'an prochain. Le maréchal Mobutu [...] aimerait au fond se réconcilier avec les Zaïrois. [...] [///] veut être élu président de la république du Zaïre et obtenir ainsi sa rédemption par les urnes. Il est du reste le seul candidat déclaré. Ses adversaires savent qu'ils n'ont pas l'ombre d'une chance [...].

Le temps presse. Les jours du président sont comptés. Il le sait, tout doit aller très vite. Les élections doivent impérativement avoir lieu avant la fin de 1997 pour que le maréchal Mobutu - une fois élu - ait le temps d'organiser - concrètement cette fois - la transition du Zaïre vers la démocratie. [...]

Il doit d'abord nommer un nouveau chef d'état-major des Forces armées zaïroises suffisamment compétent et respecté pour organiser la reconquête rapide des territoires perdus. Le général Mahele [...] devrait être cet homme providentiel. [...]

Certains prêtent [à Mobutu] l'intention de mettre le Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) entre parenthèses [...]. Il serait alors [...] investi des pleins pouvoirs [...]. Il devra les utiliser avec sagesse et les restituer au moment opportun pour prouver aux Zaïrois que le dictateur autrefois honni est bien le sauveur qu'il attendaient ».

Le Monde, *M. Mobutu promet de ne pas "décevoir" les Zaïrois*, 19/12/1996 (Frédéric FRITSCHER) : « Les militants de [...] l'ancien parti unique sont rodés. Ils savent que, dans les grandes occasions, il y a distribution de pagnes et d'argent. Deux cent mille nouveaux zaïres, [...] l'équivalent d'un salaire mensuel, pour aller acclamer le chef [de retour à Kinshasa], c'est une aubaine. [...] Ils étaient nombreux, dès midi, sur le tarmac de l'aéroport.

Des banderoles souhaitaient *"bon retour à papa maréchal"*, tandis que d'autres s'adressaient à son épouse : *"Merci à maman Ladawa [...]"*. [...] L'apparition de la toque de léopard déclencha immédiatement la liesse de la foule.

Le président a remercié Dieu et les Zaïrois, mais aussi la France et la Suisse [...]. Dans son discours, empreint de fermeté à propos de la guerre du Kivu, il a prévenu qu'*"il ne reculerait pas"* [...]. Très ému, il a été contraint de s'interrompre à deux reprises pour réprimer des sanglots. Ses fidèles l'ont alors encouragé en scandant et en lui criant : *"Ne pleure pas papa, courage !" [...]* Les jours à venir seront déterminants. Les Zaïrois veulent des décisions spectaculaires sur les plans militaire et politique. Ils ne supporteraient pas, cette fois, que *"papa maréchal"* les déçoive ».

[Ces deux articles successifs sont, à plusieurs points de vue, stupéfiants. D'abord parce que le premier a été écrit avant l'arrivée de Mobutu. Il décrit donc, de manière exceptionnellement « informée », le scénario du retour, tel que souhaité et voulu par ses organisateurs foccartiens :

- un climat débordant d'affection envers le « maréchal », le « vieux chef », qui porte le destin de la nation ; on a connu ça en France, avec un autre Maréchal... ;

- une posture nationaliste et un discours de reconquête, impliquant la nomination du général Mahele ;

- la tentative de faire accroire qu'un Mobutu saurait user des pleins pouvoirs « avec sagesse » et « organiser concrètement la transition vers la démocratie » !

Le lendemain, le reportage place l'effet sentimental escompté dans le cœur des « Zaïrois », pleurant de joie ou de compassion, et « voulant des décisions spectaculaires ». On reste pantois. Voilà cautionnée une nouvelle équipée sanglante des troupes de choc françaises !]

Libération, *Les tribulations d'un dictateur qui revient au pays en sauveur*, 18/11/1996 (Stephen SMITH) : « Paris [...], en septembre 1991, manquera de débarquer Mobutu. C'est en tout cas ce que l'ambassadeur alors en poste à Kinshasa, Henri Réthoré, suggère lorsqu'un contingent français intervient au lendemain de violentes émeutes dans la capitale zaïroise, mise à sac par une armée - déjà - impayée. Pourquoi, en même temps que les expatriés, ne pas "évacuer" le dictateur abandonné de tous ? Jean-Christophe Mitterrand [...] s'y oppose ».

[Les clans JCM et Mobutu s'entendaient comme larrons en foire].

Le Soir, *Quand le scalpel se révèle plus efficace que le sparadrap...*, 28/11/1996 (Colette BRAECKMAN) : « Contrairement à tout ce qui avait été pronostiqué, les autorités rwandaises ont démontré qu'elles souhaitaient vraiment le retour des exilés, malgré les difficultés matérielles et psychologiques que posera leur réintégration [...]. Quant au choléra, des praticiens de Médecins du Monde relèvent que le pire a été évité : "[...] Si les réfugiés s'étaient concentrés, l'épidémie se serait certainement déclarée et aurait fait de nombreuses victimes. La décision prise par le gouvernement rwandais de faire avancer tout le monde, d'obliger les gens à se répartir rapidement sur les collines, a empêché de telles concentrations. Du point de vue de la santé publique, la méthode appliquée par le Rwanda mérite réflexion" ».

The Times (Londres), *Des ONG au secours du néo-impérialisme*, (Simon JENKINS), in *Courrier International*, 21/11/1996 : « Ce sont [les organisations humanitaires] qui détiennent le plus grand pouvoir sur le

continent *[africain]*. Elles gèrent de grandes quantités d'argent et de vivres. Elles influencent l'issue des guerres et des famines, comme le montre l'exemple de l'Ethiopie, en 1984-85. Elles occupent des territoires, détruisent les économies de marché fragiles, encouragent l'exode rural et sont obsédées par leur image. Je veux bien croire que leurs buts sont sincères et qu'à court terme elles permettent de sauver des vies. Reste à savoir combien elles coûtent à long terme. [...]

Avec une pique contre l'ONU ou une petite phrase bien placée sur CNN, elles peuvent désormais plonger les hommes d'Etat dans l'embarras et les obliger à envoyer des troupes aux quatre coins du globe. Elles n'ont de compte à rendre à personne et appellent les B-52 moraux pour des frappes chirurgicales sur des cibles choisies, aisément accessibles pour les équipes de télévision [...]. Au Zaïre, c'était au tour de *Care* et de *Save the Children* de voir leur logo apparaître en blason dans les reportages de CNN appelant ouvertement à une intervention militaire. Avec le slogan excessif "*un million de morts d'ici Noël*", un appel de fonds se met en place. Tant pis pour les nécessiteux du Soudan, du Libéria ou d'Angola. On s'occupe du Zaïre. [...]

Depuis deux ans, le monde entier déverse sur la région son aide et ses soldats [...]. On a jeté des millions de dollars par les fenêtres, et des dizaines de milliers de personnes sont mortes. De toute évidence, la situation au Rwanda est pire qu'avant le début de l'intervention *[de juin 1994]* [...]. Pourquoi ? [...] Parce que cela ne s'inscrivait pas dans le cadre d'une stratégie, qu'elle soit humanitaire, politique ou militaire. [...] S'il ne fait que prolonger la guerre, l'humanitaire n'a aucun intérêt. [...] Envoyer des soldats étrangers se substituer au pouvoir local, désarmer les ennemis de ce dernier ou les protéger d'éventuelles représailles, déplacer des populations et imposer des règlements politiques, cela s'appelle du néo-impérialisme ».

International Herald Tribune (Paris), *Plus de mal que de bien*, (William PFAFF), cité par **Courrier International** du 21/11/1996 : « Si ces affaires *[les événements d'Afrique centrale]* sont traitées comme de pures "tragédies", elles sont privées de leur signification politique. [...] Une question essentielle se pose, déjà posée en ex-Yougoslavie et en Somalie : les interventions humanitaires à grande échelle aggravent-elles la situation ? Ne permettent-elles pas à ceux qui ont créé et qui exploitent les crises de se dégager de toute responsabilité ? ».

[Ces deux articles posent la question de l'échelle des temps de la responsabilité. Le meilleur choix apparent d'aujourd'hui peut, demain ou après-demain, devenir le pire. Les urgenciers ne peuvent plus esquiver la perspective politique, dût leur marketing en pâtir].

Le Populaire du Centre (Limoges), *Le lieutenant-colonel Robardey décrypte le conflit rwandais*, 30/11/1996 : « Le lieutenant-colonel Michel Robardey est revenu sur la mission d'assistance technique qu'il a dirigée au Rwanda, entre le mois de septembre 1990 et septembre 1993. [...] Il se souvient de l'attentat aux missiles soviétiques contre l'avion dans lequel se trouvaient deux chefs d'Etat en avril 1994, celui du Rwanda et du Burundi, deux Hutus, et se demande "*à qui peut bien profiter le crime*", sinon à des Tutsis avides de pouvoir. Début 1993, l'armée ougandaise soutient leurs offensives dans l'indifférence internationale la plus totale. « *Ils agissaient en toute impunité* », note le lieutenant-colonel Robardey.

La communauté Hutu, une population de paysans, peuplait à 90 % le Rwanda à son arrivée pour 9 % de "nobles" Tutsis. Aujourd'hui, le lieutenant-colonel Robardey revient sur la théorie du grand éléphant Tutsi qui consiste à asseoir le pouvoir des Tutsis de la région ougandaise en passant par le Zaïre et, bien sûr, le Rwanda et la Tanzanie. "*Rien ne semble pouvoir réfréner leurs ambitions*" ».

[C'était notre « Chronique de la désinformation ordinaire ». Et l'on comprend mieux comment une coopération militaire subvertie joue aux éléphants dans les magasins de porcelaine ethnique.

Le chef gendarme « se souvient » d'un attentat qui s'est produit 7 mois après son départ. Se demandant à qui peut profiter le crime, il n'a qu'un seul motif à proposer, l'avidité du pouvoir, et un seul coupable, « des Tutsis », comme si le reste de l'humanité ne comptait que des petits saints. Le lieutenant-colonel commande aujourd'hui la gendarmerie en Haute-Vienne : il vaut mieux ne pas y être suspecté !]

ET AILLEURS...

ILS ONT DIT

LA « CONFESSION » DE LOIK LE FLOCH-PRIGENT : « En 1962, *[Pierre Guillaumat, fondateur du SDECE, ancêtre de la DGSE]* convainc *[le général de Gaulle]* de mettre en place une structure parallèle autour de "vrais" techniciens du pétrole. *[En créant Elf, à côté de Total]*, les gaullistes voulaient un véritable bras séculier d'Etat, en particulier en Afrique, [...] une sorte de ministère du pétrole inamovible [...], une sorte d'officine de renseignement dans les pays pétroliers.

C'est grâce à Elf que la France maintient une présence en Afrique francophone et l'élargit à d'autres pays. Ainsi au Gabon, où Elf nomme Bongo ; mais c'est vrai du Congo, devenu quelque temps marxiste, toujours sous contrôle d'Elf ; c'est aussi vrai pour le Cameroun, où le président Biya ne prend le pouvoir qu'avec le soutien d'Elf pour contenir la communauté anglophone de ce pays. [...] Elf s'introduit en Angola, au Nigeria et plus récemment au Tchad à la demande du gouvernement français qui veut étendre sa zone d'influence et la sécuriser par des liens économiques solides.

[Sous la présidence de Mitterrand,] le système Elf Afrique [est resté] managé par André Tarallo (PDG d'Elf-Gabon), en liaison avec les milieux gaullistes [...]. Les deux têtes de pont étaient Jacques Chirac et Charles Pasqua. [...] Tarallo est [...] en liaison quotidienne à l'Elysée avec Guy Penne [...] qui est le

Foccart de Mitterrand, tout en maintenant des liens permanents avec Foccart, Wibaux, etc. L'argent du pétrole est là, il y en a pour tout le monde. [...]

Les tâches diplomatiques qui me sont confiées [en tant que PDG d'Elf (1989-1993)], outre faire la paix en Afrique avec les réseaux gaullistes - ce qui est fait - sont, dans ce continent :

- de m'intéresser à la présence française au Cameroun et au Tchad. C'est la raison pour laquelle Elf entre dans le consortium pétrolier tchadien aux côtés d'Exxon [...]. Mon rôle est de persuader les Américains de [...] [faire passer le pipeline du pétrole tchadien par] la partie francophone du Cameroun ;

- de maintenir l'équilibre Savimbi-Dos Santos en Angola pour que ni l'un ni l'autre ne gagne et qu'ils soient obligés de s'entendre ; [...].

M. Guillaumat [PDG d'Elf de 1965 à 1977] [...] truffe Elf d'anciens des services [de renseignement], et il ne se passe rien dans les pays pétroliers, en particulier en Afrique, dont l'origine ne soit pas Elf. Foccart y installe ses anciens [...]. C'est [...] devenu une habitude, une sorte de loi non-écrite, qu'Elf soit une agence de renseignement, avec un certain nombre de véritables spécialistes qui sont en prise directe avec les services. Guillaumat a mis en place l'organisation, les présidents qui suivent en perdent le contrôle [...]. Les réseaux prolifèrent. A mon arrivée, j'essaie, avec le directeur de la DGSE et celui de la DST, de mettre un peu d'ordre. Je n'y arriverai pas parce que la DGSE est un grand bordel où personne ne sait plus qui fait quoi. [...]

Tout se passe ailleurs, mêlant des anciens et des nouveaux d'Elf, avec un doigt de Tarallo, un doigt de Pasqua, et des zestes de RPR. En tous les cas, il y a une imprégnation gaulliste faite de ces réseaux et un lien avec le parti à tous les étages de la maison, en particulier à la direction des filiales à l'étranger et, plus particulièrement, en Afrique. [...]

La DGSE envoie des renseignements au pouvoir complètement débiles sur l'Afrique [...], ces rapports ne représentent pas la connaissance que les gens d'Elf peuvent avoir des réalités. Soit la DGSE a recruté les connards d'Elf, soit les recrutés font de l'intox dirigée par Foccart. Je penche vers la seconde solution et je dis à Mitterrand qu'il peut déchirer tout ce qui vient de la DGSE sur l'Afrique ». (**Loïk LE FLOCH-PRIGENT**, manuscrit de 10 pages rédigé peu avant son incarcération le 5 juillet, publié par L'Express du 12/12/1996).

[Quand un ex-PDG d'Elf commence à se mettre à table, c'est un pan de la raffinerie franco-africaine, délabrée, qui est dévoilé. A la tour Elf, on continue cependant de nous expliquer que la maison ne fait pas de politique... Prolonger l'horrible guerre civile en Angola, en armant tantôt un côté, tantôt l'autre, ce n'était pas de la "haute politique" ? Ni tirer les ficelles des régimes gabonais, congolais ou camerounais ? Au cas où on tarderait à le libérer, LLFP montre ses munitions : « L'argent du pétrole est là, il y en a pour tout le monde ».

Dans un autre brûlot, écrit en prison, LLFP "mouille" d'ailleurs deux éminents balladuriers, son successeur Philippe Jaffré et Jean-Marie Messier (ex-associé-gérant de la banque Lazard, aujourd'hui patron de la Compagnie Générale des Eaux), à propos d'une grosse commission (24 à 48 millions de F) versée en 1994 (Le Canard enchaîné, 18/12/1996).

« [Les entreprises françaises, par leur génie propre] sous-entendent presque toujours des notions de liberté, d'égalité et de fraternité qui apportent autre chose qu'un simple idéal commercial ». (**Jacques GODFRAIN**, ministre de la Coopération, lors d'une conférence à Montpellier. Cité par Le Midi libre du 29/10/1996).

« [La France] s'intéresse à l'Afrique pour l'Afrique elle-même. C'est notre tradition en faveur du développement et des droits de l'homme. [...] Aujourd'hui, il est dans le vent de dire que les Etats-Unis s'implantent en Afrique et que la France a perdu la main. Mais comme toute idée dans le vent elle aura le destin d'une feuille morte. [...] La France a ceci de particulier dans la coopération qu'elle est l'amie des bons et des mauvais jours ». (**Jacques GODFRAIN**, interview au Journal du Dimanche du 08/12/1996).

[Chaque mois, ou presque, le ministre offre quelque(s) morceau(x) d'anthologie aux lecteurs de Billets. Son très large registre poétique va du surréalisme au spleen automnal - entre Verlaine et Prévert].

« En Afrique, ce qui nourrit d'abord nos déchirements, c'est la misère. Chez nous, comme au Libéria ou au Rwanda, quand le gâteau à partager devient trop petit, la danse autour se fait au couteau. Et le gâteau, c'est l'Etat, l'unique mangeoire dans nos pays pauvres. Etant donné que les partis recrutent sur des bases ethniques et que la majorité politique est donc, aussi, une majorité ethnique excluant tous ceux qui n'y sont pas représentés, on comprend les frustrations. Les uns "mangent" le peu qu'il y a, d'autres n'ont rien. [...] Dans ces conditions, comment réussir l'alternance au pouvoir qui est l'essence de la démocratie ? ». (**Jean-Paul NGOUPANDE**, Premier ministre centrafricain, interview à Libération du 05/12/1996).

[Un diagnostic lucide, qui renvoie à la construction politique, par les Africains, d'un "bien commun" supra-clanique. Encore faut-il que les gloutons extérieurs ne viennent pas convaincre ou contraindre toute tête qui émerge de replonger dans la "mangeoire". La Françafrique n'a pas appris grand chose d'autre que la trique et la "politique du ventre". Le Centrafrique en reste paralysé].

« Si nos amis français qui connaissent bien le terrain veulent se maintenir, il faut qu'ils prennent des risques, fassent des promotions pour s'implanter davantage ». (**Daniel KABLAN DUNCAN**, Premier ministre ivoirien, cité par Le Figaro du 04/12/1996).

[Quand on prend son propre pays pour un hypermarché...].

« Le vrai danger pour notre pays n'est pas la menace de l'étranger, mais le chemin du régime policier emprunté à travers les lois. [...] Notre repli mortifère amène à restreindre les octrois de visas, même pour de courts séjours. C'est un appauvrissement économique, culturel, humain, qui donne de la France une image désastreuse [...] Pour l'influence culturelle et scientifique de la

France, il faut une base d'étudiants et de travailleurs étrangers qui, parce qu'ils ont vécu ici, sont ensuite des interlocuteurs de qualité. Cette base se rétrécit de manière dramatique. Dans quelques années, nos industriels et nos diplomates constateront que nous n'avons plus ni contrats, ni influence. Il sera trop tard ». (Monique CHEMILLIER-GENDREAU, Collège des médiateurs des "sans-papiers". *Libération*, 17/12/1996).

[Philippe Conrath, organisateur d'Africolor, le festival de World music de Saint-Denis, dénonce de son côté les humiliations subies par les artistes africains invités en France. Tel préposé aux visas va jusqu'à leur demander de prouver leur qualité en chantant ou en dansant, sans musique, devant la file d'attente... Sans parler des contrôles « au faciès ». Toute la contribution de la World music à l'industrie culturelle française est compromise par de telles dérives (Libération, 20/12/1996)].

A FLEUR DE PRESSE

Le Nouvel Afrique-Asie, Vers la fin d'un système de gouvernement, 11/1996 (Francis LALOUPO) : « *[La population sénégalaise]* est largement désabusée voire anesthésiée par les contorsions politiciennes auxquelles elle a été soumise ces dernières années, à cause, essentiellement, du partage du pouvoir entre le PS *[Parti socialiste]* et les partis d'opposition représentés au gouvernement. Au Sénégal également, la tentation du gouvernement d'union nationale, au sein duquel s'associent des formations en principe porteuses de projets différents, a produit ses effets pervers. De fait, ce système nie le choix de l'électorat [...], en même temps qu'il comporte le risque de dédouaner constamment le parti majoritaire de ses obligations de performance. [...] La recherche d'un prétendu consensus national dissimule mal chez les politiciens la création de nouveaux territoires de connivence. Cette tendance génère aussi le danger de neutralisation du processus de l'alternance et d'affaiblissement de la dynamique républicaine ».

[Le Sénégal a longtemps fait figure de précurseur de la démocratie en Afrique, grâce à une tradition de tolérance. Mais la sophistication des mécanismes de corruption (où sont impliqués plusieurs groupes et réseaux français) a dégradé l'économie, puis la vie politique, jusqu'à atteindre la cote d'alerte].

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TÉL. : 01 43 27 03 25 ; FAX : 01 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - COMMISSION PARITAIRE N° 76019 - DEPOT LEGAL : JANVIER 1997 - ISSN
1155-1666

*****<http://survie.org/billets-d-afrique/2007/160-juillet-aout-2007/article/lire-une-histoire-pas-si-secrete>

Publié le 1er juillet 2007 par Victor Sègre
Thèmes Mercenariat Côte d'Ivoire Rwanda Françafrique République Démocratique du Congo

L'ouvrage collectif Histoire secrète de la Vème République, rédigé sous la direction de Roger Faligot et Jean Guisnel ne se démarque pas, sur quelques sujets sensibles, des versions officielles des autorités françaises. Sur quelques points importants au moins, son titre paraît usurpé.

Le volume se veut une synthèse des livres parus sur les sujets les plus sensibles liés à l'histoire de la Vème République. Il est composé d'une centaine d'articles, répartis en sept catégories : guerre d'Algérie, héritage colonial, questions nucléaires, diplomatie secrète, services secrets et raison d'Etat, finances et jeux d'influence, politique et réseaux occultes. On y trouve de nombreuses informations utiles, parfois inédites. Sans prétendre à une critique exhaustive, il faut toutefois remarquer qu'en ce qui concerne les questions liées au néocolonialisme français en Afrique, particulièrement sur les sujets les plus contemporains, l'ouvrage présente des erreurs et des lacunes que l'on a du mal à croire involontaires. Voici trois exemples significatifs.

La légion saute toujours sur Kolwezi

En 1978, la France, intervenait militairement au Zaïre (actuelle RDC) en soutien au dictateur Mobutu, contre les soldats du Front de Libération Nationale Congolaise (FLNC). D'après Mobutu et les militaires français, ces derniers auraient été encadrés par des instructeurs cubains et se seraient livrés à des massacres d'Européens. Le chapitre de Rémy Kauffer consacré à cet épisode ne retient que cette version, en dépit de la volonté affirmée en introduction du livre, de ne pas occulter les hypothèses différentes lorsqu'elles existent. Or la présence de Cubains a été à

l'époque fortement mise en doute par plusieurs personnalités : David Owen, Secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office ; Hodding Carter, porte-parole du département d'Etat américain ; ou encore le colonel français Cavarrot, chef du service d'information des armées, peu susceptibles d'être soupçonnés de sympathies pro-soviétiques. Plus grave, N'Guz Karl-I-Bond, ténor de la politique zairoise, révéla en 1981, sans être démenti, que le massacre des Européens qui justifiait l'intervention militaire avait été commis sur ordre de Mobutu lui-même. La Belgique, pas dupe des motivations humanitaires de la France, l'accusa d'ailleurs publiquement de marcher sur ses plates bandes économiques, non sans raison, car quelques groupes hexagonaux furent grassement récompensés . [1]
Rwanda : le rideau de fumée habituel...

Le chapitre de Roger Faligot et Jean Guisnel, consacré au rôle joué par la France dans l'accomplissement du génocide des Tutsi au Rwanda, reconnaît a minima que « François Mitterrand a choisi de continuer à soutenir le régime de Juvénal Habyarimana qui préparait un génocide », sans préciser toutefois qu'il savait le génocide en préparation. Mais pour le reste, il s'agit surtout d'un laborieux plaidoyer en faveur de l'armée française « qui ne s'est guère défendue depuis plus de dix ans contre ce procès public. Pour ne pas jeter de l'huile sur le feu et ne pas raviver les plaies, sans doute (...) ». Défense de rire... Les livres de Verschave [2] et St Exupéry [3] y sont caricaturés et discrédités au motif (mensonger) que leurs auteurs auraient minimisés les crimes du FPR de Kagame. Sans en examiner aucune (le choix ne manque pourtant pas parmi les éléments réunis par la Commission d'Enquête Citoyenne, dont le rapport n'est pas cité en bibliographie, alors qu'y figurent les livres de Bernard Lugan ou Bernard Debré...), les auteurs décrètent que les preuves de la complicité militaire sont inexistantes. Ils se contentent, pour toute démonstration, de curieuses analyses sémantiques : le Commandement des Opérations Spéciales français ne saurait être impliqué puisqu'à la différence du « service action de la DGSE, qui opère clandestinement, le COS n'est en rien une formation secrète ».

Quant à la présence de Paul Barril au Rwanda pendant le génocide, elle « ne saurait être mise en relation avec une quelconque mission officielle française ». Pour un livre qui prétend traiter de l'Histoire « secrète », il est pour le moins étonnant de s'arrêter aux missions « officielles ». Les auteurs consacrent en revanche un long développement, très peu critique, à « l'enquête » de Pierre Péan qui « fait la démonstration que la vérité n'est pas aussi simple que veulent le faire accroire les partisans de Paul Kagame ». L'amalgame grossier entre les associations françaises qui demandent la vérité sur le dossier Rwandais et « les partisans » du FPR ainsi que les accusations de manipulation des uns par les autres, ne sont pas nouvelles. On en trouve la source chez ceux qui se considèrent toujours en guerre contre Kagame, même s'ils ne souhaitent pas, bien entendu, « jeter de l'huile sur le feu ». Côte d'Ivoire : circulez...

Le chapitre, également écrit par Jean Guisnel, évoquant le massacre commis par l'armée française à Abidjan en novembre 2004 est également à décharge pour les autorités et l'armée françaises. Les circonstances qui ont conduit à cette fusillade délibérée sont pour le moins incomplète.

Ainsi il est dit que les mercenaires responsables du bombardement du cantonnement français « purent repartir sans anicroche soit par vols réguliers, soit par le Togo ». Il

n'est pas précisé que c'est après être passé entre les mains de nos forces spéciales, et sur ordre des autorités françaises, qu'ils ne furent pas arrêtés !

Après la destruction de l'aviation ivoirienne ordonnée dans l'heure par Jacques Chirac, les manifestants ivoiriens se dirigent vers la base militaire française du 43ème BIMA, empruntant les ponts Charles de Gaulle et Houphouët Boigny qui y mènent. Selon Jean Guisnel, dans la nuit du 6 au 7 novembre, « des hélicoptères [français] survolent la foule, tirant de nuit pour effrayer les assaillants. » Le documentaire de Stéphane Haumant, Jérôme Pin et Laurent Cassoulet diffusé (une seule fois, puis déprogrammé) dans l'émission 90 minutes de Canal +, atteste au contraire, images à l'appui, que les militaires français ont délibérément pris pour cible, à la mitrailleuse, les « assaillants » civils désarmés, y compris lorsqu'ils étaient isolés ou en voiture. La présentation du massacre à l'hôtel Ivoire pose également problème : au vu des images qui ont été tournées de la scène, et qui ont circulé depuis, on peut constater que les forces françaises ne « défendent » pas l'hôtel où se seraient « réfugiés nombre d'Européens ». Ce dernier ne contient en effet que les militaires français. En revanche leur stationnement près de la présidence ivoirienne a constitué une véritable provocation. Aucun mot non plus sur les différentes versions successives fournies par notre ministre de la Défense, ni sur le quasi black out médiatique en France.

Non seulement l'histoire secrète de ces événements n'est pas écrite, mais on en reste à un niveau très inférieur aux éléments d'information actuellement connus et divulgués par quelques médias. De la part de journalistes chevronnés et habitués des affaires liées à la raison d'Etat, voilà qui laisse perplexe...

Victor Sègre

[1] Pour une présentation détaillée de ces événements, lire le Dossier Noir de Survie n° 9 : « France-Zaïre-Congo, 1960 – 1997 : Echec aux mercenaires »

[2] Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda, F.X. Verschave La Découverte (1994)

[3] L'inavouable : la France au Rwanda, Patrick de Saint Exupéry, Les Arènes (2004)